

ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES



ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS

## **Annexe 3**

### **ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)**

-----  
**38<sup>ème</sup> REUNION ORDINAIRE  
DU CONSEIL DES GOUVERNEURS**

*(Malabo, Guinée Equatoriale, 29 août 2014)*

-----

### **RAPPORT D'ETAPE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE EN AFRIQUE (PCMA) EN 2013**

### **Résumé**

-----

## **I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

En dépit de l'amélioration des conditions financières au plan international, l'économie mondiale a continué de croître à un rythme modéré en 2013, à la faveur du regain de l'activité économique au cours de la seconde moitié de l'année. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup>, la croissance mondiale est ressortie à 3,7 % au cours des six derniers mois de l'année contre 2,7 % au premier semestre 2013. Les économies avancées ont contribué principalement à ce regain de croissance, l'activité économique dans les pays émergents et en développement ayant progressé de façon modérée. Au total, le produit intérieur brut (PIB) réel mondial a augmenté de 3,0 % en 2013, en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2012.

Dans les pays avancés, le taux de croissance du PIB réel a connu un recul marginal en passant de 1,4 % en 2012 à 1,3 % en 2013. La croissance enregistrée en 2013 était soutenue notamment par les exportations, l'assouplissement des politiques monétaires, l'amélioration de la confiance des agents économiques qui a induit une reprise de la demande intérieure, ainsi que l'allègement de la fiscalité sur les revenus. Le taux de croissance des pays émergents et en développement est ressorti à 4,7 % en 2013 contre 5,0 % en 2012. Le taux de progression de l'activité dans ces pays ne s'est redressé que légèrement au second semestre de 2013, en raison de la faiblesse de l'investissement liée au resserrement des financements extérieurs et des conditions financières internes.

L'inflation est restée modérée au plan international, du fait notamment du ralentissement de l'activité économique dans les pays avancés ainsi que dans les économies émergentes et en développement. Par ailleurs, la baisse des prix des matières premières, en particulier du pétrole et des biens alimentaires, ont été des facteurs ayant favorisé le repli de l'inflation. Dans les pays avancés, l'inflation s'est établie, en moyenne, à 1,4 % en 2013 contre 2,0 % en 2012. Dans les pays émergents et en développement, la baisse des prix exprimés en dollars a permis de réduire les pressions inflationnistes, en dépit du fait que dans certaines économies cette baisse était contrebalancée par les dépréciations des taux de change. Dans ces pays, le taux d'inflation est ressorti à 5,8 % en 2013 en recul de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2012.

Dans un contexte d'inflation modérée et de faible croissance, les politiques monétaires des Banques Centrales sont restées accommodantes dans les pays avancés en 2013. Par contre, un resserrement des conditions monétaires et financières est enregistré dans les économies émergentes dans la seconde moitié de l'année 2013, en raison de l'augmentation des taux d'intérêt sur les bons du Trésor et les meilleures perspectives dans les pays avancés.

Sur les marchés des changes, le yen s'est déprécié de manière significative vis-à-vis du dollar américain en mars 2013, du fait notamment des politiques économiques expansionnistes adoptées par la nouvelle administration japonaise. Le taux de change euro-dollar a connu quelques fluctuations relativement importantes, en se situant entre 1,28 et 1,34, sans épouser une évolution précise au cours du premier semestre 2013. Cette épisode a été suivie d'une période d'appréciation de l'euro au troisième trimestre, au cours duquel il a atteint 1,38, avant de diminuer pour s'établir à 1,34 au mois de novembre, lorsque la Banque Centrale Européenne a baissé ses taux directeurs. En 2013, les monnaies de plusieurs pays émergents et en développement se sont dépréciées par rapport au dollar et d'autres principales monnaies. Les taux de

---

1 Fonds Monétaire International, Perspectives économiques mondiales

dépréciation ont été plus importants en mai-juin 2013, particulièrement au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie, au moment où les flux de capitaux vers ces pays ont chuté, en liaison avec l'augmentation des taux d'intérêt sur les bons du Trésor dans les pays avancés. En revanche, le renmimbi a continué de s'apprécier graduellement par rapport au dollar et à d'autres principales monnaies, à la faveur des réserves de change plus importantes de la Chine, d'un compte de capital moins ouvert, d'une épargne intérieure plus élevée et d'une plus grande concentration des flux entrants de capitaux dans les investissements directs étrangers.

En ce qui concerne les matières premières, la plupart de leurs prix ont légèrement diminué en 2013, du fait de la baisse de la demande mondiale liée à la faiblesse de la croissance. Cela a été notamment le cas des prix du pétrole au premier semestre 2013, en dépit du fait que les tensions géopolitiques auraient pu générer des primes de risque sur ces prix. Par ailleurs, avec l'augmentation de la production en 2013-2014, les prix des biens alimentaires ont diminué de manière sensible en 2013, avec les prix du blé, du maïs et du riz enregistrant des replis d'environ 5 % à 10 %. Les prix des minerais et du fer ont connu une hausse au début de l'année 2013 avant de diminuer sensiblement sur le reste de l'année, en raison d'une croissance mondiale plus faible que prévu, particulièrement dans les économies émergentes.

En 2013, l'Afrique a enregistré un taux de croissance moyen de 4 %, comparé au taux de 3 % relevé pour l'économie mondiale et une progression du PIB réel de 6,4 % en 2012. Du côté de la demande, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance en Afrique alors que la demande extérieure est restée modérée en raison de la morosité de l'activité économique mondiale. La demande intérieure a été principalement soutenue par la consommation privée, les investissements dans les infrastructures et l'investissement privé. La consommation privée a bénéficié de l'augmentation des salaires et de l'accroissement continu des envois de fonds des travailleurs migrants. L'investissement privé a été soutenu par des flux plus importants d'investissements directs étrangers dans les secteurs pétroliers et miniers, ainsi que dans les secteurs des services et des biens manufacturés. Au plan de l'offre, il est à relever que la production agricole a bénéficié de conditions climatiques favorables dans plusieurs pays. Dans le domaine des prix, les pressions inflationnistes se sont atténuées dans plusieurs pays, à la faveur de l'arrêt des augmentations des prix de l'énergie et de la baisse des prix des biens alimentaires. Ainsi, le taux d'inflation moyen en Afrique a diminué en 2013 en se situant à 6,7 % contre environ 9 % en 2012. Dans les pays importateurs de pétrole, le déficit du compte courant a continué d'augmenter en 2013 pour ressortir à 8,0 % du PIB en moyenne après 7,5 % en 2012. Les pays exportateurs de pétrole ont vu leurs excédents du compte courant diminuer pour s'établir en dessous de 1 % du PIB en 2013 contre 2,3 % en 2012.

## **II - EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES DIFFERENTES SOUS- REGIONS**

### **2.1. Sous-région de l'Afrique du Nord**

#### **2.1.1. Croissance économique**

En 2013, les performances économiques des pays de la Sous-région de l'Afrique du Nord ont continué d'être affectées par la situation politique qui prévaut dans cette zone et par les effets de la récession économique dans les pays développés. Les taux de croissance en termes réels enregistrés par ces pays en 2013 étaient en général en baisse, comparés aux performances de l'année précédente. Toutefois, hormis le cas de la Libye, ils sont restés positifs. Le taux de croissance le plus élevé a été observé en Mauritanie (6,4 % en 2013 après 6,9 % en 2012 et 3,6 % en 2011) à la faveur de la vigueur des activités

agricoles, de constructions et des services. Les taux de croissance des autres pays n'ont pas excédé 3,0 %. Ces résultats ont été induits par la tendance baissière dans certains secteurs clés de la Sous-région, dont l'incidence a été atténuée par des évolutions positives dans les autres secteurs. Ainsi, dans un contexte de baisse des exportations de pétrole, le taux de croissance du PIB de l'Algérie pour l'année 2013 est estimé, en termes réels, à 3,0 % en 2013 (3,3 % en 2012) tiré par le secteur non-pétrolier. Celui de l'Egypte devrait s'établir à 2,1 % en 2013 après 2,2 % en 2012, résultat d'une part, d'une performance modeste notamment des activités extractives et du secteur de la communication, et d'autre part, de la bonne tenue des secteurs manufacturier, du tourisme et de la construction. En dépit de la perte de 75 % de la production totale de pétrole en raison de la sécession du Soudan du Sud, le taux de croissance du Soudan est ressorti à 2,5 % en 2013 contre 1,1 % en 2012, grâce aux réformes mises en œuvre qui ont permis l'accroissement de la contribution du secteur non pétrolier. Celui de la Tunisie a été de 3,0 % en 2013 contre 3,6 % en 2012, sous l'impulsion d'une bonne performance du secteur manufacturier, atténuée par l'impact négatif des conditions climatiques défavorables sur la production agricole. S'agissant de la Libye, après une hausse de 98,2 % en 2012, son PIB a décliné de 14 % en 2013, du fait de la crise que subit ce pays.

### **2.1.2. Inflation**

En 2013, l'inflation en moyenne annuelle a évolué de façon contrastée dans la Sous-région. En Algérie, en Libye et en Mauritanie, le taux de l'inflation a baissé du fait de politiques monétaires prudentes et des mesures à caractère social mises en œuvre par les autorités publiques en faveur des populations vulnérables. En Egypte, au Soudan et en Tunisie, l'inflation s'est accélérée. Cette évolution a été amenée, pour l'essentiel, par la hausse des prix des produits alimentaires (Egypte et Tunisie) et des carburants à la suite de la suppression des subventions sur ce produit (Soudan). Les taux d'inflation les plus faibles ont été enregistrés en Libye (2,6 %), en Algérie (3,3 %) et en Mauritanie (5,1 %). L'Egypte et le Soudan ont affiché les taux les élevés, qui sont ressortis à 9,8 % et 37,6 % respectivement.

### **2.1.3. Finances publiques**

Les performances des finances publiques ont été de façon générale affectées par les mesures prises pour endiguer les remous sociaux, restaurer la sécurité nationale, et atténuer les effets de la crise internationale, ainsi que par la baisse des revenus publics causée par cette crise. A cet égard, les ratios des déficits publics sur le PIB sont restés élevés en Egypte (13,7 % en 2013 contre 10,8 % en 2012) et en Tunisie (6,8 % contre 5,1 % en 2012). Toutefois des améliorations ont été observées en Algérie (0,3 % en 2013 contre 4,7 % en 2012), en Mauritanie (2,2 % en 2013 contre 2,9 % en 2012), et au Soudan (1,5 % en 2013 après 3,5 % en 2012), traduisant l'effet des mesures prises pour réduire les dépenses et améliorer la collecte des impôts.

### **2.1.4. Secteur extérieur**

Les données disponibles indiquent une détérioration du compte courant dans la plupart des pays à l'exception de l'Egypte et dans une moindre mesure la Mauritanie. L'Egypte a enregistré un excédent courant équivalant à 0,1 % du PIB en 2013 contre un déficit en 2012, du fait d'un déficit commercial moindre et d'excédents élevés au titre des comptes des services et des revenus. Le déficit courant de la Mauritanie s'est contracté mais est resté élevé (25,0 % du PIB contre 31,0 % du PIB en 2012), en raison de niveaux élevés d'importations de biens liés aux projets d'investissements dans les activités extractives et d'infrastructure. Les comptes courant du Soudan et de la Tunisie se sont détériorés sous l'effet de déficits commerciaux élevés. La performance des comptes extérieurs de la

Libye est restée contrainte à la fois par l'évolution de la situation politique interne reflétée par les interruptions de la production du pétrole et par l'incidence de l'environnement international sur les cours du pétrole. S'agissant de la balance des paiements globale, sous l'effet d'entrées nettes de capitaux, l'Egypte a enregistré un excédent en 2013 contre un déficit en 2012, la Mauritanie a continué d'afficher un solde positif tandis que le déficit du Soudan s'est contracté. Par contre, l'Algérie a enregistré un déficit en 2013 contre un excédent en 2012.

### **2.1.5. Secteur monétaire**

Une décélération du taux de progression de la masse monétaire a été relevée dans tous les pays à l'exception de l'Egypte qui a enregistré une croissance accrue de la liquidité en 2013 (18,4 % contre 8.4%), amenée par la hausse des avoirs intérieurs nets. Les évolutions observées en Egypte s'expliquent par les mesures prises par la Central Bank of Egypt, dont la réduction du coefficient des réserves obligatoires, en vue de juguler la baisse de liquidité dans un contexte de remous politiques et sociaux. Le taux de croissance de la masse monétaire est resté stable en Mauritanie et a décéléré dans les autres pays du fait de la mise en œuvre par les Banques Centrales de ces pays de mesures visant la stabilité des prix. Leur taux de progression de la masse monétaire a fluctué entre 6,7 % (Algérie) à 15,3 % (Tunisie) en 2013 contre 10,2 % (Libye) et 40,2 % (Soudan) en 2012.

## **2.2. Sous-région de l'Afrique de l'Ouest**

### **2.2.1. Croissance économique**

Les performances macroéconomiques de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont apparues satisfaisantes, en dépit de la modération de la croissance économique mondiale. En effet, le taux de croissance économique de la CEDEAO s'est établi à 6,6 % en 2013 contre 6,7 % en 2012. La croissance enregistrée en 2013 est dû à l'accélération de l'activité dans plusieurs pays en particulier le Burkina Faso (6,8 %), la Côte d'Ivoire (9,0 %), le Ghana (7,1 %), le Liberia (8,1 %), le Nigeria (6,9 %) et la Sierra Leone (20,1 %). Ces évolutions favorables ont été induites par la bonne tenue de la demande extérieure de ressources naturelles, en particulier les produits miniers et pétroliers, ainsi que par la progression des produits agricoles et des services. L'analyse par zone indique que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a enregistré un taux de croissance de 5,8 % en 2013 contre 6,6 % en 2012. L'expansion économique de la zone a été le fait de la bonne performance des secteurs secondaire et tertiaire. Celle du secteur primaire a été affectée par la faiblesse de la production de produits alimentaires, de la mauvaise répartition pluviométrique dans le temps et dans l'espace, en particulier dans certains pays du sahel. Dans la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), le taux de croissance économique s'est élevé à 6,9 % en 2009 contre 6,8 % l'année précédente, sous l'effet de la hausse de la consommation finale et des investissements, en particulier en infrastructures socio-économiques.

### **2.2.2. Inflation**

L'inflation a baissé dans la CEDEAO en raison de la baisse des pressions sur les marchés mondiaux des biens et du durcissement de la politique monétaire dans certains pays. Le taux d'inflation en moyenne annuelle a décliné de 9,7 % en 2012 à 7,1 % en 2013. Dans l'UEMOA, elle est tombée à 1,5 % en 2013 revenant de 2,4 % en 2012, à la faveur de la baisse des prix des céréales et de l'énergie dans certains pays. Dans la ZMAO, l'inflation est ressortie en baisse avec un taux de 8,8 % en 2013 contre 12,0 % en 2012, reflet des

tendances observée au Nigeria, en Guinée et en Sierra Leone. Au Cap-Vert, elle a décliné de 2,5 % en 2012 à 1,5 % en 2013 en relation avec la baisse de la demande intérieure.

### **2.2.3. Finances publiques**

La CEDEAO a enregistré une détérioration de sa position fiscale, avec un déficit budgétaire global, (hors dons), qui s'est élevé à l'équivalent de 4,3 % du PIB en 2013 contre 3,6 % en 2012. Cette contre-performance est due au niveau toujours élevé des investissements publics ainsi que de la masse salariale. Les déficits les plus élevés ont été le fait de La Gambie (10,8 % contre 13,5 % en 2012), du Niger (9,8 % contre 7,3 % en 2012), du Togo (9,0 % contre 8,2 % en 2012), du Burkina Faso (8,8 % comme en 2012), du Ghana (8,7 % contre 7,6 % en 2012) et du Sénégal (8,2 % contre 9,0 % en 2012) nonobstant les améliorations observées dans certains de ces Etats. A l'inverse, le Liberia, le Nigeria et le Bénin ont enregistré les déficits les plus faibles en termes de pourcentage du PIB : 1,4 %, 2,7 % et 3,8 % respectivement. Au niveau des différentes zones, le déficit budgétaire, hors dons, de l'UEMOA s'est accru de 5,6 % du PIB en 2012 à 7,3 % du PIB en 2013 en raison des programmes d'investissements publics mis en œuvre dans la plupart des pays. Le déficit budgétaire hors dons de la ZMAO a correspondu à 3,3 % du PIB en 2013 contre 3,0 % du PIB en 2012. Celui du Cap-Vert s'est contracté mais est resté élevé (10,9 % du PIB contre 14,0 % du PIB en 2012). La situation de la dette publique de la CEDEAO a connu une légère détérioration. En effet, l'encours total de la dette publique de cette Zone a représenté 26,5 % du PIB en 2013 contre 26,0 % du PIB en 2012. Cette évolution est imputable à la hausse de la dette intérieure. La situation de la dette extérieure a connu une amélioration en relation avec les annulations obtenues par certains Etats dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE).

### **2.2.4. Secteur extérieur**

L'excédent de compte courant extérieur de la CEDEAO s'est consolidé en passant de l'équivalent de 1,7 % du PIB en 2012 à 2,2 % en 2013. Cette évolution reflète l'amélioration du compte courant du Nigeria qui a enregistré un surplus de 7,4 % du PIB en 2013 contre 7,3 % du PIB en 2012. Les autres pays ont enregistré des déficits de compte courant, en particulier le Liberia (65,5 %), la Guinée (17,8 %), le Niger (15,7 %) et La Gambie (15,2 %). Il ressort de l'analyse par zone que le déficit courant de l'UEMOA s'est détérioré en s'établissant à 6,7 % du PIB en 2013 contre 6,6 % du PIB en 2012, du fait de la dégradation des balances commerciale et des revenus. Par contre, l'excédent courant de la ZMAO s'est accru (4,9 % du PIB en 2013 contre 4,3 % du PIB en 2012) en relation avec l'amélioration du solde des opérations courantes du Nigeria. La balance globale des paiements de la CEDEAO s'est soldée en 2013 par un déficit de 0,4 % du PIB contre un excédent de 2,7 % en 2012 du fait entre autres, de la forte contraction de l'excédent global du Nigeria (0,4 % du PIB en 2013 contre 4,3 % du PIB en 2012).

### **2.2.5. Secteur monétaire**

A l'exception de la Bank of Ghana et de la Central Bank of The Gambia qui ont revu à la hausse leurs taux d'intervention pour infléchir l'inflation, les autres Banques Centrales des pays membres de la CEDEAO ont conduit des politiques monétaires accommodantes afin de soutenir l'activité économique. Ainsi, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Centrale de la République de Guinée et la Bank of Sierra Leone ont abaissé leurs taux directeurs tandis que la Central Bank of Nigeria et la Banco Central de Cabo Verde ont maintenu les leurs inchangés. Le taux de progression de la masse monétaire de la CEDEAO a été de 4,7 % en 2013 contre 15,0 % en 2012.

Le secteur bancaire de la CEDEAO demeure généralement sain et stable. Toutefois, quelques défis persistent en particulier le non-respect du test de solvabilité et le niveau élevé de crédits non performants.

## **2.3. Sous-région de l’Afrique Centrale**

### **2.3.1. Croissance économique**

La situation économique en Afrique Centrale a été marquée en 2013 par le ralentissement prononcé du rythme de progression du PIB dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), une reprise de l'activité économique en République Démocratique du Congo (RDC) et une stabilité de la croissance en République Démocratique de São Tomé e Príncipe.

Le taux de croissance du PIB réel des pays membres de la CEMAC s'est établi en 2013 à 1,4 % contre 5,8 % en 2012. Du côté de l'offre, la croissance a été obérée à hauteur de 2,3 points par le secteur primaire, en rapport avec la morosité des activités dans l'ensemble des branches, en particulier les industries extractives (-12,3 point de pourcentage). Les performances de ces industries ont été affectées par la contraction de la production pétrolière dans la plupart des pays producteurs, sous l'effet du vieillissement des principaux champs pétrolifères. Avec une participation de 2,4 points, le secteur tertiaire est resté le moteur de la croissance, en relation avec le niveau soutenu des activités dans la téléphonie mobile et l'orientation favorable des services non marchands. Du côté de l'absorption, la demande intérieure a été le moteur de la croissance en 2013, avec une participation significative de 2,4 points, attribuable à la consommation (+1,4 point) et aux investissements (+1,0 point). En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance à hauteur de 1,6 point. L'analyse par pays laisse apparaître une accélération de l'activité dans trois pays (Cameroun, Congo et Gabon), une décélération de la croissance au Tchad et une récession en République Centrafricaine et en Guinée Equatoriale.

En RDC, le taux de croissance du PIB réel est estimé, à fin décembre 2013, à 8,5 % contre à 7,2 % en 2012. La croissance a été tirée, pour une large part, par le secteur primaire qui, sous l'impulsion du dynamisme du secteur minier, a contribué à la croissance à hauteur de 3,2 points de pourcentage, suivi du secteur secondaire (3,2 points) et du secteur tertiaire (1,7 points). Selon l'optique la dépense, la croissance a été essentiellement soutenue en 2013 par la demande intérieure (8,3 points de pourcentage), sous l'impulsion de la consommation finale des ménages. Les contributions des investissements privés et publics ont été respectivement de 1,8 point de pourcentage et 0,3 point de pourcentage. Celle de la demande extérieure nette est restée négative, soit -0,2 point de pourcentage.

A São Tomé e Príncipe, les estimations pour 2013 tablent sur un taux de croissance économique de 4,0 %, comme 2012.

### **2.3.2. Inflation**

Dans le domaine de l'évolution des prix intérieurs, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages, est ressorti dans les pays membres de la CEMAC, en moyenne annuelle à 2,0% en 2013 contre 3,8% un an plus tôt. Cette détente s'explique notamment par l'amélioration de l'offre locale de produits alimentaires, en particulier au Tchad et au Gabon, la faiblesse de la demande en Guinée Equatoriale et la baisse des coûts de communication au Gabon et au Cameroun. En RDC, le taux de l'inflation s'est contracté à 1,1 % en 2013 contre 2,7 % en 2012. Il a également reculé à São Tomé e Príncipe de 10,4 % en 2012 à 7,1 % en 2013.

### **2.3.3. Finances publiques**

En matière de finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de la CEMAC a représenté 1,5 % du PIB en 2013, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012. Au regard du repli des dépenses publiques (2,5 %), l'amplification du déficit budgétaire en 2013 traduit une baisse plus prononcée des recettes budgétaires (4,0 %) due à la contraction des recettes pétrolières insuffisamment compensée par la bonne tenue des recettes non-pétrolières. L'analyse par pays révèle que la baisse des performances de la CEMAC est due aux déficits enregistrés par le Cameroun, la République Centrafricaine, la Guinée Equatoriale et le Tchad, dont l'incidence a été atténuée par la consolidation des excédents du Congo et dans une moindre mesure le maintien d'un solde positif au Gabon. Dans un contexte marqué par l'absence de programmes formels appuyés par les institutions de Bretton Woods, les opérations financières publiques de la DRC se sont soldées en 2013 par un déficit équivalant à 0,04 % du PIB contre un excédent représentant 2,5 % du PIB en 2012. A São Tomé e Príncipe, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit budgétaire, hors dons, équivalant à 17,0 % du PIB en 2013 contre 10,7 % du PIB en 2012.

### **2.3.4. Secteur extérieur**

Au plan des échanges extérieurs, le déficit du compte courant de la CEMAC s'est aggravé en ressortant à 6,5 % du PIB en 2013 contre 3,2 % du PIB en 2012, traduisant un repli de la balance commerciale et une aggravation du déficit des services. L'analyse par pays indique que tous les Etats ont enregistré des déficits à l'exception du Gabon et de la Guinée Equatoriale. La RDC a enregistré, selon les estimations, un déficit de compte courant de 7,1 % du PIB, traduisant la détérioration des soldes des comptes des services et des revenus. Toutefois, le solde global des paiements est ressorti excédentaire (0,1 % du PIB) sous l'effet d'une consolidation des entrées nettes au titre du compte de capital et d'opérations financières. Les données provisoires de la balance des paiements de São Tomé e Príncipe indiquent une baisse du déficit du compte courant de 37,8 % du PIB en 2012 à 26,8 % du PIB en 2013, sous l'impulsion d'une bonne tenue des transferts courants.

Le ratio de l'encours de la dette extérieure au PIB de la CEMAC a progressé de l'équivalent de 13,4 % du PIB en 2012 à 16,0 % du PIB en 2013. Les autres indicateurs de la dette (ratios du service de la dette sur les exportations et les recettes publiques) se sont également accrus. A fin décembre 2013, le stock de la dette de la RDC et celui de São Tomé e Príncipe se sont établis à des niveaux équivalant à 12,9 % du PIB 76,9 % du PIB respectivement.

### **2.3.5. Secteur monétaire**

L'évolution de la situation monétaire de la BEAC en 2013 s'est caractérisée par une hausse de la masse monétaire de 6,6%, résultant de l'effet combiné d'une augmentation des crédits à l'économie de 23,6%, d'une part, et d'autre part d'une consolidation de la position nette créditrice des Etats de 22,0 % et d'une légère baisse de avoirs extérieurs nets (0,4%). En vue de soutenir l'activité économique, la Banque Centrale du Congo a baissé, à deux reprises, son taux directeur qui est passé de 4,0 % 2,0 % entre janvier et novembre 2013. Par ailleurs, en vue de stimuler l'épargne bancaire, elle a relevé le coefficient des réserves sur les dépôts à vue et maintenu celui s'appliquant aux dépôts à terme. Le taux de progression de la masse monétaire a été de 18,2% en 2013. A São Tomé e Príncipe, l'évolution de la situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire (M3) de 14,0 % en 2013.

## **2.4. Sous-région de l’Afrique Australe**

### **2.4.1. Croissance économique**

La plupart des pays de la Sous-région de l'Afrique Australe ont continué à enregistrer des taux de croissance modérés à l'exception du Mozambique et de l'Angola. Le taux de croissance moyen pour l'ensemble de la Sous-région s'est établi à 5,0 % en 2013. Le Mozambique a réalisé un taux de croissance robuste de 7,1 % en 2013 après un taux de 7,9 % en 2012. A l'instar de l'année précédente, la croissance a été impulsée par la robustesse de la production des secteurs des mine et carrière, de l'agriculture, des transport et communication. L'économie angolaise a maintenu à 5,1 % son taux de croissance économique grâce à la robustesse de la production du pétrole. La progression de 6,5 % du secteur non pétrolier a également contribué à la performance observée. Le taux de croissance de l'économie de l'Afrique du Sud, la plus importante de la Sous-région, a été de 1,6 % en 2013 contre 2,0 % en 2012. Les performances de cette économies ont continué d'être contraintes par, entre autres, la faiblesse de la demande mondiale et les effets négatifs sur la production des grèves enregistrées à travers le pays. La croissance économique au Lesotho et en Namibie a continué d'être stimulée par les activités de construction. L'économie du Swaziland a amorcé une reprise en 2013 après une période de performance atone.

### **2.4.2. Inflation**

A l'exception du Malawi, les pays de la Sous-région ont enregistré un taux d'inflation a un chiffre. Le taux d'inflation le plus faible a été enregistré par le Zimbabwe : 1,7 % en 2013 contre 3,7 % en 2012. Cette performance résulte de l'adoption d'un régime multidevises et de l'effet combiné de la baisse des prix du pétrole et de la dépréciation du Rand vis-à-vis du dollar. Au Malawi, l'inflation s'est accentuée en 2013, en s'établissant à 27,8 % contre 21,3 % en 2012. Cette hausse reflète celle des prix aussi bien des produits alimentaires que des autres biens due, entre autres, au relèvement des prix des produits pétroliers consécutif à la dépréciation du Kwacha.

Le taux d'inflation moyen des pays de la Zone Monétaire Commune (ZMA) s'est replié en 2013 pour s'établir à 5,6 % en 2013 contre 6,8 % en 2012. L'inflation a été modérée en raison de la baisse des prix des produits alimentaires. La décélération de l'inflation est intervenue en dépit d'une absence d'impact de la dépréciation du rand par rapport aux principales devises. Cette absence inhabituelle d'impact peut être attribuée à plusieurs facteurs, dont la contraction des profits des entreprises commerciales et la faiblesse de l'activité économique. La Zambie a également connu une décélération de l'inflation dont le taux est passé de 7,3 % en 2012 à 7,0 % en 2013, traduisant l'évolution des prix des biens alimentaires. Toutefois, la dépréciation du Kwacha zambien et la hausse du prix du carburant ont continué à exercer une pression haussière sur la composante non-alimentaire de l'inflation.

### **2.4.3. Finances publiques**

En dépit d'une détérioration de 1,8 point de pourcentage, le déficit budgétaire moyen de la Sous-région est resté à l'intérieur de la norme prescrite, en s'établissant à 2,3 % du PIB. A l'exception de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Mozambique, les performances des finances publiques sont demeurées solides. Le Lesotho a continué d'enregistrer des résultats robustes, comme l'atteste en 2013 l'excédent de 3,4 % du PIB. Celui-ci reflète l'engagement du gouvernement pour la réalisation de la soutenabilité des finances publiques, à travers la constitution de dépôts publics et de réserves extérieures. L'amélioration des performances de l'Angola a été la résultante, entre autres, des réformes visant l'élargissement de l'assiette fiscale combinées à des mesures

de rationalisation des dépenses. Le déficit budgétaire de l'Afrique du Sud traduit la politique fiscale expansionniste mise en œuvre à l'effet de relancer l'économie.

#### **2.4.4. Secteur extérieur**

Au plan du secteur extérieur, une amélioration des résultats de la balance des paiements a été enregistrée dans la plupart des pays, à l'exception du Zimbabwe. L'Angola et le Botswana ont continué à afficher les niveaux de réserves les plus élevés en termes mois d'importation. L'amélioration de la position extérieure du Botswana traduit une baisse des importations par rapport à l'année précédente. La hausse des prix du pétrole a été le principal facteur à la base de l'amélioration des réserves extérieures de l'Angola.

### **2.5. Sous-région Afrique de l'Est**

#### **2.5.1. Croissance économique**

La croissance économique dans la Sous-région a été relativement stable en 2013 par rapport à l'année 2012, à l'exception du Rwanda et de la Somalie qui ont connu des changements importants. Le taux de croissance du PIB réel du Rwanda a diminué pour se situer à 4,6 % comparé à un niveau moyen de 8.0 % au cours des dix années précédentes, du fait principalement des réductions et des retards dans les aides budgétaires reçues de l'extérieur. Le rythme de progression de l'activité économique en Somalie est estimé à environ 4,0 % en 2013 comparé à des baisses du PIB au cours des années précédentes. Cette croissance est due à une transition vers un environnement plus stable qui a favorisé une rentrée significative de capitaux et un regain d'activité, particulièrement dans le secteur des services et celui de l'agriculture qui a enregistré un accroissement record de la production alimentaire à la faveur de conditions climatiques favorables. En ce qui concerne les autres pays, le Burundi, le Kenya, et la Tanzanie ont enregistré de légères améliorations de leurs taux de croissance qui se sont établis à 4,8 %, 4,7 % et 7,0 % respectivement en 2013, contre 4,2 %, 4,6 % et 6,9 % en 2012. Ces évolutions ont été soutenues par les performances réalisées dans la production de biens alimentaires et un regain d'activité dans le secteur des services (Burundi), un environnement macroéconomique stable et une augmentation des infrastructures de développement (Kenya), ainsi que par des avancées significatives dans les secteurs des télécommunications, de l'intermédiation financière et des activités manufacturières (Tanzanie). Les taux de croissance de Maurice et de l'Ouganda ont légèrement diminué pour se situer à 3,2 % et 5,7 % respectivement en 2013 contre 3,4 % et 5,8 % en 2012. L'évolution enregistrée dans l'économie mauricienne est le résultat d'un repli de l'activité dans la construction, tous les autres secteurs principaux ayant connu une progression de la production, notamment les activités manufacturières, financières et d'assurance ainsi que le commerce de gros et de détail. Le repli de la croissance en Ouganda est lié à la baisse de la performance de sous-secteurs porteurs tels que ceux de la production manufacturière, de la construction et des services financiers, ainsi qu'à l'impact négatif des troubles régionaux sur les exportations.

#### **2.5.2. Inflation**

Dans l'ensemble, l'inflation a diminué dans la Sous-région en 2013, en raison notamment des bonnes performances dans la production de biens alimentaires, la pression modérée exercée par les prix extérieurs, la décélération du cours du pétrole, le faible niveau de la demande globale, les taux de change stables, ainsi que la mise en œuvre de politiques monétaires prudentes. En dehors de la Somalie, des taux d'inflation à un chiffre ont été enregistrés dans tous les pays. Le plus bas taux d'inflation a été relevé à Maurice (3,5 %) et les plus élevés au Burundi et en Tanzanie (7,9 %).

### **2.5.3. Finances publiques**

Au titre des finances publiques, le ratio du déficit budgétaire au PIB, dons exclus, s'est détérioré dans tous les pays entre 2012 et 2013. Il est passé de 7,6% à 9,1% au Burundi, de 6,2% à 7,5% au Kenya, de 2,5% à 3,9% à Maurice, de 12,3% à 13,0% au Rwanda, de 5,3% à 5,8% en Ouganda et de 8,6% à 8,7% en Tanzanie. La détérioration observée est le résultat, entre autres, des importantes augmentations des dépenses effectuées dans les infrastructures couplées à des performances relativement faibles de collecte de recettes fiscales. Par ailleurs, en 2013, le ratio de la dette publique au PIB a augmenté ou est demeuré élevé dans la plupart des pays.

### **2.5.4. Secteur extérieur**

Les transactions extérieures en 2013 ont enregistré une aggravation du déficit du compte courant dans la plupart des pays, du fait de la combinaison de facteurs incluant la chute des exportations de biens et services, l'augmentation des importations de biens d'équipement, en particulier pour la réalisation des projets de développement. Toutefois, la balance des paiements globale a été généralement excédentaire, à la faveur de l'accroissement des flux de capitaux sous forme de dons, d'investissements directs étrangers, ainsi que d'autres transactions financières y compris les émissions d'eurobons. Le marché des changes est resté relativement stable en 2013 reflétant l'impact des politiques monétaires, la résilience des flux d'investissement directs et de portefeuille ainsi que des transferts de fonds des migrants.

### **2.5.5 Secteur monétaire**

Le secteur bancaire est resté financièrement solide et profitable dans la Sous-région. Il a enregistré un accroissement des actifs et un niveau élevé du ratio de capital. Les prêts bancaires et avances bruts ont augmenté significativement en faveur des ménages, du commerce et du secteur de l'immobilier. La croissance des dépôts a été largement soutenue par des actions agressives de mobilisation par les banques, des envois de fonds des migrants et des recettes d'exportation. Par ailleurs, les Banques Centrales ont amélioré la régulation et la supervision du secteur bancaire en vue de renforcer la stabilité financière et réduire les vulnérabilités et les risques systémiques potentiels du système financier.

## **III - MISE EN ŒUVRE DU PCMA EN 2013**

Au regard de l'incidence négative de la conjoncture internationale, régionale et domestique sur les performances macroéconomiques des Etats africains, qui explique leurs difficultés à respecter les critères du PCMA, le Conseil des Gouverneurs avaient décidé, lors de sa Réunion Ordinaire tenue le 23 août 2013 à Maurice, de surseoir pour une période de deux ans, au passage à la phase IV du PCMA, durant laquelle les critères de la phase III restent en vigueur. Pour cette phase, les normes des critères de convergence de premier rang se présentent comme ci-après :

- ratio du déficit budgétaire sur le PIB  $\leq 3$  % ;
- élimination du crédit de la Banque Centrale à l'Etat ;
- taux d'inflation  $< 5$  % ;
- ratio des réserves extérieures sur les importations  $\geq 6$  mois.

Au terme de la première année de la période de prolongation de la phase III, les performances des pays membres sont demeurées peu satisfaisantes, à l'instar des années précédentes. En effet, seuls quatre pays, soit 8,9 %, des quarante-cinq pays membres qui ont soumis leurs rapports, ont respecté en 2013 les quatre critères de

premier rang, contre 3 en 2012. Les résultats enregistrés en 2013 traduisent la persistance de la faiblesse des performances relatives aux normes sur le déficit budgétaire, l'inflation et les réserves de change. Les ratios de conformité à ces critères ont été en 2013 de 33,3 % pour le déficit budgétaire, 48,9 % pour l'inflation et 26,7 % pour les réserves de change, contre respectivement 42,2 %, 35,6 % et 24,4 % en 2012. A l'instar de l'année précédente, le critère sur l'élimination du crédit de la banque centrale à l'Etat a été largement respecté en 2013 (92,7 %).

Au titre des critères de second rang, les données disponibles indiquent comme en 2012, des résultats particulièrement satisfaisants pour les critères sur l'élimination des arriérés, les taux d'intérêt réels, la stabilité des taux de change et le financement des investissements publics par les recettes fiscales. En revanche, les critères sur la proportion maximale de recettes fiscales allouée aux salaires et le ratio des recettes fiscales sur le PIB n'ont pas été respectés par la plupart des pays membres.

Au titre des réformes structurelles, le rapport de l'Afrique de l'Ouest indique la poursuite des efforts dans les domaines de l'harmonisation des statistiques, la modernisation et l'intégration des systèmes de paiements et l'intégration des marchés financiers. Au titre de l'harmonisation des statistiques, des guides méthodologiques pour les comptes nationaux et les indices des prix ont été validés. Les travaux visant la validation du guide méthodologique régional de compilation de la balance des paiements et de la position extérieure globale se sont poursuivis. Concernant les systèmes de paiement, la poursuite des efforts de mise à niveau des différents pays en retard (La Gambie, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone) s'est traduite notamment par l'entrée en fonctionnement du RGTS de la Sierra Leone en août 2013. Au titre de l'intégration des marchés, un Conseil Ouest Africain pour l'Intégration des Marchés des capitaux a été installé en janvier 2013.

#### **IV – PERSPECTIVES**

En perspective, le taux de croissance de l'économie mondiale devrait se consolider en passant de 3,0 % en 2013 à 3,6 % en 2014 et 3,9 % en 2015. Le taux de croissance des économies avancées devrait s'améliorer pour atteindre 2,2 % en 2014 et 2,3 % en 2015. Il est attendu que le PIB réel des économies émergentes et en développement augmente pour se situer à 4,9 % en 2014 et 5,3 % en 2015. L'inflation devrait se fixer à 1,5 % en 2014 et 1,6 % en 2015 dans les économies avancées. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation devrait fléchir en passant de 6,0 % en 2013 à 5,5 % en 2014 et 5,2 % en 2015. Par ailleurs, bien qu'ayant été globalement accommodante en 2013, les orientations des politiques monétaires pourraient commencer à diverger en 2014-2015. Dans les marchés des changes, les principales incertitudes et la volatilité seront encore liées aux monnaies des économies émergentes en 2014-2015. La demande globale est prévue en hausse modérée en 2014-2015, entraînant une stabilité des prix des matières premières qui pourraient toutefois subir des changements liés à des facteurs d'offre, tels que les conditions climatiques (pour les produits agricoles) et les tensions géopolitiques (pour le pétrole).

En Afrique, le taux de croissance du PIB réel devrait ressortir à 4,8 % en 2014 et 5,7 % en 2015. L'inflation devrait, en moyenne, se situer au delà de 7 % en 2014 avant de s'établir à 6,4 % en 2015.

Les perspectives économiques et financières des pays de l'Afrique de l'Ouest paraissent favorables. En effet, le taux de croissance économique de la CEDEAO se situerait autour de 7,2 % en 2014 contre 6,6 % en 2013. Cette évolution serait due notamment à la consolidation des secteurs pétroliers et miniers à la faveur d'investissements massifs dans ces secteurs. Elle serait soutenue par les bonnes performances de la plupart des pays, en particulier Burkina Faso (7,0 %), la Côte d'Ivoire (8,2 %), le Ghana (8,0 %), le Nigeria (7,3 %) et la Sierra Leone (11,3 %).

L'année 2014 devrait être marquée, dans les pays d'Afrique Centrale, par la reprise ou la consolidation de l'activité économique.

La Zone CEMAC devrait enregistrer un taux de croissance économique élevé (6,1 % après 1,4 % en 2013), sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs, en particulier le secteur tertiaire qui demeurerait le moteur de la croissance. Du côté de la demande, l'activité économique serait portée par la demande intérieure et les investissements. Sous l'effet notamment de la hausse de la demande liée à la reprise de l'activité, le taux d'inflation s'accroîtrait pour s'établir à 3,0 % à fin 2014 contre 2,0 % un an plus tôt. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, baisserait de 1,5 % du PIB en 2013 à 0,3 % du PIB en 2014. Le déficit extérieur courant s'accentuerait de 2,6 points de pourcentage à 8,1 % du PIB. Les principaux indicateurs de la dette extérieure devraient s'améliorer. La masse monétaire devrait connaître une progression de 5,5 %.

En dépit d'une légère baisse en 2014, le rythme de progression de l'activité économique devrait rester élevé en RDC, avec un taux de 7,5 % inférieur de 1,0 point de pourcentage par rapport au taux de 2013. L'activité en 2014 serait portée, à titre principal, par le secteur primaire qui contribuerait à la croissance à hauteur de 4,4 points de pourcentage et accessoirement par les secteurs tertiaire et secondaire avec des contributions respectives de 1,8 point de pourcentage et de 1,2 point de pourcentage. En matière de finances publiques, les réalisations à fin avril 2014 indiquent un excédent des recettes sur les dépenses. S'agissant des comptes extérieurs, ils devraient continuer d'être excédentaires, sous l'impulsion du compte du capital et des opérations financières dont l'excédent équivalant à 6,0 % du PIB couvrirait le déficit du compte courant attendu à 4,2 % du PIB. La situation monétaire serait caractérisée par une progression de la masse monétaire de 13,8 %.

Concernant São Tomé e Príncipe, les prévisions tablent pour l'année 2014 sur un taux de croissance de 5,0 %, impulsé notamment par les investissements publics et privés. Le taux d'inflation se situerait à 6,0 % à fin 2014. Les efforts visant l'amélioration du profil des finances publiques devraient se poursuivre. S'agissant des comptes extérieurs, les prévisions prévoient un déficit de compte courant de 35,0 % du PIB. Le taux de progression de la masse monétaire (M3) ne devrait pas dépasser 10,0 %.

Les perspectives économiques des pays de l'Afrique de l'Est sont globalement favorables en 2014. Les taux de croissance du PIB devraient être relativement élevés et sur un trend croissant, à la faveur notamment des performances des secteurs primaire et secondaire avec la reprise graduelle de l'activité au plan mondial. Par conséquent, ces pays devraient bénéficier de l'augmentation des exportations, des flux d'envois de fonds des travailleurs migrants, de la demande globale soutenue par une forte consommation et l'accroissement de l'investissement à la fois public et privé. Le taux de croissance économique devrait s'établir au delà de 5,0% dans la plupart des pays. Il serait de 5,3% au Burundi, 6,0% au Rwanda et en Somalie, plus de 7% en Tanzanie et 6,1% en Ouganda. Les projections situent l'inflation dans la sous-région autour de 5,0%, en raison de la politique monétaire restrictive, les mesures de consolidation de la fiscalité, une inflation modérée au plan international ainsi que la stabilité des cours du pétrole et l'amélioration de l'offre alimentaire favorisée par des conditions climatiques favorables. Le déficit budgétaire global de la sous-région est projeté en baisse, traduisant les efforts de contrôle des dépenses et d'amélioration de la collecte des recettes fiscales.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'affecter les perspectives d'évolutions de l'économie africaine décrites ci-dessus, dont :

- une stagnation beaucoup plus prolongée des économies de la Zone Euro ;

- l'exacerbation des tensions géo-politiques ;
- la volatilité des cours des produits de base sur lesquels repose largement l'économie de la plupart des pays africains ;
- la survenance de chocs liés aux aléas climatiques ;
- la persistance de foyers de tensions dans plusieurs sous-régions africaines.

Au regard de ces risques et en vue de la poursuite de la consolidation de leur économies, les Etats africains devraient notamment :

- poursuivre l'amélioration de leur cadre macro-économique. A cet égard, ils pourraient accentuer la rationalisation des dépenses publiques, la modernisation des mécanismes de collecte des recettes fiscales et le renforcement de la gouvernance de l'administration fiscale à travers notamment une surveillance renforcée et le recours à la technologie ;
- renforcer la promotion des secteurs productifs et la diversification de leur base productive à travers notamment la modernisation de l'agriculture, l'encouragement de l'émergence d'un secteur industriel intégré aux autres secteurs, la promotion des nouvelles technologies de l'information et le développement d'un secteur financier efficace ;
- promouvoir d'avantage la sécurité au sein des pays et des Sous-région à travers la consolidation des mécanismes de prévention et de consolidation des conflits ;
- accélérer l'intégration des économies sous-régionales à travers l'unification des marchés des biens, le développement d'infrastructures communautaires, la modernisation et l'interconnexion des systèmes de paiement ;
- Renforcer la surveillance multilatérale à travers notamment la poursuite des efforts d'harmonisation des politiques et des statistiques, la mise en place, au niveau de Chaque Sous-région, des institutions de surveillance, notamment le Conseil de convergence prévues dans le PCMA ;
- Renforcer la crédibilité des critères de convergence. Ceci requiert des Sous-régions l'adoption des critères et de seuils arrêtés au niveau continental. Par ailleurs, la pertinence des critères et le caractère réaliste de leurs seuils devraient être sans équivoque. Dans cette optique, les experts qui ont préparé la stratégie d'établissement de la Banque Centrale Africaine (BCA), devaient entreprendre une étude sur la pertinence des seuils des critères de convergence. Finalement il a été décidé que cette étude soit prise en charge par l'Institut Monétaire Africain (IMA) dont la création est recommandée par la stratégie. Au regard des délais requis pour le démarrage des activités l'IMA, et au vu de la persistance des difficultés des pays à se conformer aux critères de convergence du PCMA, le Conseil des Gouverneurs pourrait considérer l'opportunité de la prise en charge de cette étude par un Groupe d'experts des Banques Centrales membres de l'ABCA. Le cas échéant, les travaux y relatifs pourraient être réalisés en

2016. Leurs termes de référence seraient soumis par le Secrétariat de l'ABCA au Conseil des Gouverneurs à sa prochaine réunion.

## **V – CONCLUSION**

Au terme de la première année de la période de prolongation de la phase III de la mise en œuvre du PCMA, la majorité des Etats membres n'a pas respecté les quatre critères de convergence de premier rang. La perspective de la conformité à ces critères au cours de la deuxième année paraît également problématique, en raison des contraintes qui pèsent sur les économies africaines.

En conséquence les Etats et les Sous-régions sont encouragés à accélérer les efforts visant le renforcement des économies africaines et l'approfondissement de l'intégration économique et monétaire sur le continent. Par ailleurs, au regard des difficultés des Etats à respecter les critères du PCMA, le Conseil des Gouverneurs pourrait considérer l'opportunité de la conduite, dans un délai plus rapproché, de l'étude sur la pertinence des seuils des critères de convergence du PCMA.

---

## Performances par rapport aux critères de premier rang en 2013

SOUS-REGION	DEFICIT BUDGETAIRE ≤ 3%		INFLATION < 5%		FINANCEMENT BC		RESERVES ≥ 6 mois		NBRE DE CRITERES RESPECTES	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
<b>AFRIQUE DU NORD</b>										
Algérie	-4,7	-0,3	8,9	3,3	0,0	0,0	36,5	35,9	2	4
Egypte	-10,8	-13,7	7,3	9,8	NA	NA	3,1	3,1	0	0
Libye	0,0	-4,3	6,1	2,6	NA	NA	39,4	33,8	2	2
Mauritanie	-2,9	-2,2	4,9	4,7	0,0	0,0	6,2	7,4	4	4
Soudan	-3,5	-1,5	35,1	37,6	3,0	2,4	1,5	2,0	0	1
Tunisie	-5,1	-6,8	5,6	6,1	0,0	0,0	3,9	3,6	1	1
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>										
Bénin	-2,4	-3,8	6,7	1,0	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Burkina Faso	-8,8	-8,8	3,8	0,5	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Cap Vert	-14,0	-10,9	2,5	1,5	0,0	0,0	4,0	5,1	2	2
Cote d'Ivoire	-4,1	-4,8	1,3	2,6	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
La Gambie	-13,5	-10,8	4,3	5,3	0,4	0,0	4,8	4,6	1	1
Ghana	-7,6	-8,7	9,2	11,6	21,6	9,2	3,4	3,6	0	0
Guinée	-5,4	-7,5	15,2	11,9	0,0	0,0	3,0	3,4	1	1
Guinée-Bissau	-8,1	-6,0	2,1	0,7	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Liberia	1,8	-1,4	6,9	7,6	0,0	0,0	2,9	2,4	2	2
Mali	-1,3	-6,2	5,3	-0,6	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Niger	-7,3	-9,8	0,5	2,3	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Nigeria	-2,5	-2,7	12,2	8,5	0,0	0,0	8,5	8,9	3	3
Sénégal	-9,0	-8,2	1,4	0,7	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
Sierra Leone	-8,0	-5,1	12,9	10,4	0,0	0,0	2,2	2,1	1	1
Togo	-8,2	-9,0	2,6	1,8	0,0	0,0	5,5	4,5	2	2
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>										
Cameroun	-0,9	-2,8	2,4	2,1	0,0	0,0	6,0	5,8	4	3
Centrafrique	-2,9	-9,1	5,9	6,6	0,0	0,0	4,9	8,4	2	2
Congo	6,1	8,7	5,0	4,7	0,0	0,0	10,1	8,5	3	4
Gabon	2,4	1,6	2,6	0,5	0,0	0,0	8,8	9,8	4	4
Guinée Equatoriale	-8,4	-7,0	3,6	3,0	0,0	0,0	6,5	7,9	3	3
Tchad	-3,7	-5,5	7,5	0,2	0,0	0,0	3,1	2,7	1	2
RDC	1,3	-0,3	2,7	1,1	0,0	0,0	2,2	2,1	3	3
São Tome e Principe	-10,7	-17,0	10,4	7,1	0,0	0,0	7,0	8,0	2	2
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	-7,6	-9,1	18,3	7,9	13,1	0,0	4,0	4,2	0	1
Comores										
Kenya	-6,2	-7,5	9,4	5,7	0,2	0,2	4,3	4,5	0	0
Maurice	-2,5	-3,9	3,9	3,5	0,0	0,0	4,9	5,2	3	2
Rwanda	-12,3	-13,0	6,3	4,2	NA	NA	3,8	4,5	0	1
Uganda	-5,3	-5,8	14,6	5,5	0,0	0,0	4,6	4,7	1	1
Tanzanie	-8,6	-8,7	16,1	7,9	-2,5	-7,1	4,0	4,6	1	1
Djibouti										
Ethiopie										
Seychelles										
Somalie										
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola	6,6	0,2	9,0	9,0	0,0	0,0	8,7	9,0	3	3
Botswana	-0,7	0,4	7,5	6,1	0,0	0,0	14	16,0	3	3
Lesotho	5,8	3,5	6,1	5,0	0,0	0,0	4,7	6,1	2	3
Madagascar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malawi	-1,8	-2,7	21,3	27,8	NA	NA	2,3	2,2	1	1
Mozambique	-4,1	-4,6	2,1	4,4	0,0	0,0	3,9	4,4	2	2
Namibie	-3,1	-6,6	6,7	5,8	0,0	0,0	3,4	3,3	1	1
Afrique du Sud	-4,9	-5,4	5,6	5,6	0,0	0,0	4,8	4,7	1	1
Swaziland	0,1	-1,7	8,9	6,0	0,0	0,0	2,9	4,8	2	2
Zambie	-1,8	-5,4	7,3	7,0	0,0	0,0	2,8	3,0	2	1
Zimbabwe	-0,5	-2,3	3,7	1,7	0,0	0,0	0,8	0,6	3	3
<b>Total des pays qui ont déclarés</b>	45	45	45	45	41	41	45	45		
<b>Total des pays qui ont respecté les critères</b>	19	15	16	22	36	38	11	12		
<b>Pourcentage</b>	42,20%	33,33%%	35,60%	48,88%	87,80%	92,70%	24,40%	26,70%		

NC : Non communiqué